

Contribution du Bureau national du POI

25 juin 2022

Que Macron et toute sa politique soient impopulaires et rejetés, n'est pas une nouveauté.

Dès 2017, son élection représentait à peine 18 % des électeurs inscrits au premier tour. Et encore, il lui fallait la manipulation politique (inaugurée par Mitterrand) d'un pseudo front républicain pour battre une pseudo extrême droite. Déjà à l'époque, personne, pas même Macron, ne pouvait croire qu'il s'agissait d'une adhésion populaire à son programme.

Le puissant mouvement populaire des Gilets jaunes, les manifestations ouvrières contre la réforme des retraites, les innombrables grèves... ont confirmé le rejet, le refus de subir, mais aussi la recherche d'une issue politique.

Les résultats électoraux de 2022 viennent d'amplifier ce mouvement, mais avec une particularité. Rejetant de nouveau Macron, les millions de votants ou d'abstentionnistes ont porté cette fois le fer au cœur des institutions. Ils ont remis en cause le fonctionnement de l'Etat, qui n'est ni neutre ni représentant de l'intérêt général, mais le cœur de la domination de classe des capitalistes, possédants, qui ne vivent que de l'exploitation du peuple.

De ce fait, le péril est tout autre. La rupture est palpable. La peur du gouffre est là. Il leur faut protéger le système. Et bien sûr, toutes les forces politiques se disposent en rapport avec cet enjeu.

Aux abois, Macron et son « Ensemble » cherchent désespérément tous les moyens possibles pour continuer.

LR and Co jurent qu'ils ne seront pas la béquille de Macron, mais qu'ils défendront les institutions en agissant au cas par cas.

M^{me} Le Pen, ayant totalement abandonné ses prétentions « anti système », vilipende Macron, mais précise bien qu'elle est respectueuse des institutions et qu'elle veut des postes pour elle et ses amis.

Olivier Faure, plus fin et beaucoup plus réaliste, propose à Macron de reprendre à son compte les revendications essentielles de la NUPES pour avoir une chance d'être sauvé. Notons que si Macron décidait de s'y plier, nous ne nous en plaindrions pas. Des revendications satisfaites sont toujours bonnes à prendre.

Roussel, lui, a le mérite de la plus grande clarté. Bien sûr, il proclame qu'aucun accord n'est possible avec Macron ! Mais, rappelle que ceux qu'il nomme les « communistes » ont déjà participé en 1945 au gouvernement du général de Gaulle. Exact ! Appliquant à l'époque les directives de Staline, « père des peuples », la vérité oblige à dire qu'en participant au gouvernement d'union nationale, ils ont sauvé de Gaulle et le régime poussés au bord du gouffre par la guerre et le puissant élan révolutionnaire

qui était la marque de la situation. Ils l'ont sauvé de ce que de Gaulle qualifiait « d'ennemi de l'intérieur », devenus en 1968 « la chienlit ». Roussel, dirigeant du PCF, ferait-il autrement cette fois ? Le doute est permis.

J-L Mélenchon et LFI font des propositions : groupe commun de la NUPES à l'Assemblée nationale, motion de censure, obliger la première ministre à un vote de confiance... Dans cette situation, que J-L Mélenchon a bien raison de qualifier « d'inouïe », toutes ses propositions, même dans le cadre de l'Assemblée nationale, ont le sens du respect des 22% du premier tour et de cette volonté de rupture. Elles poussent de ce fait à l'accentuation de la crise ouverte des institutions et cherchent à réunir les conditions pour appliquer les mesures d'urgence.

Les institutions sont touchées, mais pas coulées. Qu'en sera-t-il de l'autre côté des tentatives, des manœuvres, magouilles et renoncements ? La suite nous le dira.

Mais en attendant la suite, le présent est bien là. La guerre contre les travailleurs et la population laborieuse ne cesse pas, elle s'amplifie : fermeture des urgences remplacées par des officines, ou même par la gendarmerie dans les « zones sensibles » ; Parcoursup et toutes ses conséquences contre la jeunesse ; les prix qui continuent de s'envoler avec des hausses vertigineuses pour les produits de première nécessité ; quatre Français sur dix qui ne partiront pas en vacances cet été ; ou bien la réforme des retraites qui est toujours d'actualité, et qui pourrait bien trouver à l'assemblée une « majorité »...

Chacun le sait, l'affolement pour sauver les institutions vise à répondre ce qui est l'essentiel de la situation : la classe ouvrière, la population laborieuse refusent ; ils n'en peuvent plus, ils n'en veulent plus. Au point que la quasi-totalité des organisations syndicales refusent le « Conseil national de la refondation » de Macron. Au point que toutes appellent à une grève nationale à la SNCF et la RATP le 6 juillet, à la grève dans les Aéroports de Paris, le 1^{er} juillet...

C'est la combinaison de tous ces facteurs qui pousse partout en France, même de manière différente, aux réunions et regroupements de groupes d'action, de la NUPES, de parlements locaux ou régionaux de l'Union populaire, d'assemblées populaires avec les candidats de la NUPES, élus ou pas... Aider à se regrouper et à s'organiser, aider à bloquer toutes les mesures inhumaines, aider à déjouer tous les pièges, aider à la rupture radicale : nous en sommes, à fond !

Adoptée à l'unanimité